



La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits politiques soient l'ensemble de nos activités.

Redaction - Administration Publicité Adresse Télégraphique: Agutpres B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

Page 3. Racisme et extrême droite aux U.S.A. Page 4. Des journalistes algériens fondent leur association obtiendra l'indépendance en février 1965. MM. Thant et Butler à Moscou.

Lundi 27 Juillet

Le Président de la République a reçu le ministre de la Justice M. Moussa Diakité après une tournée d'inspection dans nos régions

LE PRESIDENT de la République a reçu lundi dernier 27 juillet, le ministre de la Justice, M. Moussa Diakité, accompagné du Procureur général, M. Kéita Fadiala et des Procureurs de Conakry, Kankan, Labé et N'Zérékoré.

Le ministre de la Justice a remis au Chef de l'Etat, en le commentant, le compte-rendu provisoire de la campagne de recouvrement des créances de l'Etat.

Le chef de l'Etat, a félicité les magistrats et tous leurs collaborateurs pour le dévouement et la célérité dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de la mission qui leur a été confiée par le Parti et le gouvernement.

Après un examen sérieux des problèmes nés consécutivement à l'action de la Justice, il a été décidé que:

1° La totalité des sommes recouvrées et à recouvrer, figurant dans les bilans de liquidation des Entreprises régionales, sera encaissée par les Magistrats seuls commis à cet effet. Ceux-ci doivent au fur et à mesure de leur encaissement, verser les sommes à un compte bloqué dans les succursales du Crédit National des Régions respectives.

Par conséquent, les encaissements déjà effectués par des agents non habilités, doivent être immédiatement remis par eux aux Juges de Paix et Procureurs selon le lieu, sous peine de poursuites pour détournement.

2° Les directeurs et gérants des Entreprises commerciales liquidées sont tenus de fournir aux Magistrats, qui les requerront, l'identité et l'adresse complète des débiteurs sous peine de poursuites par substitution.

3° Les biens saisis seront vendus aux enchères publiques et leurs produits seront versés au même compte bloqué à la décharge des débiteurs.

Les Procureurs de la République, ensemble avec leurs collaborateurs, ont été invités à poursuivre sans relâche cette campagne de recouvrements en vue d'apurer tous les comptes avant la prochaine Conférence économique.

Le "trafic" ne paie pas... par J. Dramou

A L'HEURE où toute la nation mobilisée déploie des efforts, intensifie sa lutte, à travers des journées d'information, à travers les campagnes d'alphabétisation et de l'économie rurale pour se débarrasser des lourdes chaînes du sous-développement, il semble que, dans certaines de nos régions, des citoyens inconscients n'admettent pas encore le sens de l'intérêt général.

Foulant au pied la discipline du Parti, avec une désinvolture navrante, ceux-là qui se prétendent patriotes, tentent, heureusement en vain, de perturber à leur profit le plan de développement économique, social et culturel que notre pays, dans la seconde phase de sa révolution, a conçu pour mieux endiguer, grâce au concours de tous ses fils, la misère, la maladie et l'ignorance.

Les «fraudeurs» il faut les appeler par leur nom, et tous ceux qui de loin ou de près organisent cette industrie criminelle, oublient ou veulent ignorer que le mot vigilance n'est pas un vain mot.

Il n'y a pas lieu ici de jeter la pierre à certaines régions frontalières qui sont plus exposées à la tentation. Jetons plutôt un coup d'œil sur la liste effroyablement longue des objets saisis par nos brigades et nos miliciens.

Là, à Fria, par exemple on vous parlera d'énormes ballots de marchandises: 287 cartouches et cartons de cigarettes, 1540 boîtes d'allumettes.

Là encore, à Pita et à Mamou, on vous montrera tout un troupeau de gros ou petit bétail que de «paisibles bergers» conduisaient hors de nos murs: 60 bœufs saisis et 117 moutons capturés.

A Macenta le café se vide par tonnes à l'extérieur: dix tonnes de café en moins d'un mois.

Devant toutes ces «trouvailles», on se perd en conjectures.

La véritable question qui se pose est maintenant de savoir si les résolutions du Conseil National de la Révolution votées dans le tonnerre des applaudissements et auxquelles tout un chacun fait volontiers référence, ont été comprises quant à la défense de l'économie nationale et de notre monnaie.

CAMARA Moriba

(Suite page 2)

Le 31 Juillet, célébration de la JOURNEE DE LA FEMME AFRICAINE

A UJOURD'HUI 31 juillet, la Journée Internationale de la Femme Africaine doit être fêtée partout en Afrique.

Cette date a été retenue en souvenir de la rencontre féminine africaine tenue à Dar-Es-Salam en 1962 et qui donna naissance au Mouvement Panafricain des Femmes, dont le secrétariat général (siège à Bamako) est confié à la Guinée en la personne de Mme Camara Jeanne Martin et qui tient actuellement son congrès à Monrovia depuis le 27 juillet.

Outre la création de la Panafricaine des Femmes, la rencontre féminine africaine de Dar-Es-Salam a pris d'importantes résolutions dont la lutte contre le mariage forcé, le mariage précoce et la dot élevée, la participation de la femme africaine à la vie économique de son pays.

Le programme de travail dressé à Abidjan en août 1963 avait justement prévu un séminaire consacré à la teinture et à la broderie, qui s'est tenu à Kindia en République de Guinée du 20 mars au 22 avril.

Nous rappelons ci-dessous le programme des cérémonies qui se dérouleront à partir de cet après-midi dans la capitale.

Vendredi 31 juillet

16 heures: meeting, sous la présidence du B.P.N.

Samedi 1er août

9 h. Dépôt de gerbe sur la tombe de M'Baïa Camara en présence de Mmes Andrée Touré et Saïfoulaye Diallo, de deux déléguées par fédération, des responsables des deux comités régionaux des femmes.

Dimanche 2 août

21 h. Grande soirée dansante à la Permanence nationale sous la présidence d'honneur de Mme Andrée Touré, avec le concours de la formation nationale Sily Orchestre et l'orchestre féminin de la Gendarmerie nationale.

Une délégation de la Commission économique des Nations - Unies à Conakry

Une délégation d'ingénieurs et d'économistes en matière de transport maritime de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A.), est arrivée lundi 27 juillet à Conakry. Elle est conduite par M. Klinghofer et comprend MM. Alagoma et Jibidar.

La délégation a été accueillie à son arrivée à l'aéroport de Conakry par M. Sall Tibou du protocole des Affaires étrangères. Durant leur séjour en Guinée, les experts de la C.E.A. auront des entretiens avec le ministre des Transports et les organismes chargés des questions relatives au port et aux transports par mer en vue de l'harmonisation du taux du fret maritime au niveau des Etats africains.

UN MOIS D'ACTIVITES SYNDICALES

Si le mois de juillet qui s'achève a connu beaucoup d'activités politiques, c'est que le monde du travail est en pleine action. D'importantes réunions syndicales ont eu lieu à travers la nation.

A Conakry, s'est tenue une journée d'études qui a réuni à la Bourse du Travail les membres du Bureau Confédéral, les secrétaires du Conseil confédéral, deux principaux responsables des syndicats nationaux et des fédérations professionnelles. C'était en un mot la première grande séance de travail de la Commission administrative de la Centrale syndicale depuis sa constitution et qui lui a permis d'aboutir à d'heureuses initiatives. Dans de précédents articles, nous parlions de la tâche à laquelle sont confrontés les responsables syndicaux. Il s'agissait en bref d'examiner dans ses plus petits détails tous les problèmes du monde du travail, de rechercher les moyens susceptibles d'améliorer le rendement des travailleurs dont on connaît l'engagement révolutionnaire; orienter la classe ouvrière pour mieux

(Suite page 2)

M. Léon MAKA Secrétaire permanent du B.P.N. Président de l'Assemblée nationale a inspecté la Section de Koulé

Dans le cadre de l'inspection périodique des sections du P.D.G. M. Léon Maka, président de l'Assemblée nationale, après avoir présidé les rencontres artistiques de Beyla a visité la section de Koulé.

Accompagné par une délégation importante du bureau fédéral de N'Zérékoré, dont notamment MM. El Hadj Touré Abdoulaye, gouverneur de région, Mamadou Flomo secrétaire fédéral et Kaba Arafan trésorier, le président de l'Assemblée nationale a été salué à son arrivée par les membres du comité directeur et les militants. M. Léon Maka s'est ensuite entretenu avec les autorités politiques et administratives, a examiné les différents registres, vérifié les archives et donné ensuite un bref cours d'éducation politique. M. Léon Maka a demandé avec

insistance la régularité des réunions du comité directeur, la vérification minutieuse de la comptabilité de la section et la diffusion des courriers de la permanence nationale.

En ce qui concerne la tenue correcte des archives, M. Léon Maka a suggéré qu'il est plus rationnel de classer les dossiers par ordre de provenance respectives pour faciliter toute recherche éventuelle. Il a ensuite souligné l'efficacité d'une telle méthode de travail, pour une meilleure coordination et l'harmonisation des efforts. Le président de l'Assemblée nationale a fait appel au degré d'engagement militant de chaque responsable pour le triomphe de la révolution africaine.

La vie dans la Nation

A propos de l'exploitation des mines de diamant

(Suite de la première page)

LES MINES PROFITENT AUX « MASTERS »

Mais venons-en aux mines de diamant qui nous intéressent plus particulièrement dans le présent article. Si le diamant fait vivre le « master », il « tue » le mineur qui, toute la journée, sous la pluie et le soleil, creuse la fosse à la recherche du « satan » qu'est le diamant. Le « master » est un homme d'affaire, qui recrute des travailleurs pour exploiter les mines.

Il leur livre la carte d'exploitation (coût 3.000 frs) et le matériel. Ce matériel se compose en tout et pour tout d'une pompe à moteur pour tirer l'eau (si le master en a les moyens), de pelles, de pioches, des seaux et des tamis.

Il paye à chacun par jour et pour la nourriture une somme de 100 frs environ ou deux pots de riz (le pot étant ici la boîte de cigarette « Craven »). Lorsqu'une équipe de mineurs trouve un diamant, le produit de la vente est en principe divisé en deux parties égales : une première moitié à l'équipe (10 ou 20 personnes) et l'autre moitié au mas-

ter seul. C'est du moins la convention.

Mais ce qui arrive souvent, c'est que le master empoche les 2/3 de la vente de ce diamant. En effet, lorsque le diamant est trouvé, il est livré au master qui est seul chargé de la vente. L'honnêteté n'étant pas la qualité la plus courante, on s'entend avec un acquéreur qui propose par exemple 1.500.000 frs. et verse une première somme de 500.000 frs. Une fois ce marché conclu, les deux hommes discutent du prix de la marchandise en présence de « témoins » pour faire croire aux mineurs que l'objet est vendu à 1.000.000 frs. Après ce marchandage, vendeur et acheteur déboursent chacun une modique somme (féférouba) partagée entre les témoins qui, à leur tour doivent bénir l'opération. Voilà, expliqué en quelques mots, comment ces mineurs sont exploités.

Nous les avons vus, ces masters, un grand sac à la main, parcourir les trois centres miniers (Manzano, Dakourani et Banankoro), et toujours occupés à traiter affaires sur affaires, au détriment des mineurs. Il y en a de toutes les catégories, vous di-

ra-t-on, des fonctionnaires aux commerçants et qui d'une région à une autre, voire d'un bureau à l'autre, font des affaires dans les mines.

LA VIE DE MINEUR EST PENIBLE

Voyons maintenant comment vivent ces mineurs. Ce sont en général ceux qui fuient les travaux champêtres ; les uns viennent grossir la population des centres urbains, les autres, tentés par la pierre précieuse, débarquent à Kérouané. Ils sont répartis entre Manzano, Dakourani et Banankoro. A Dakourani seulement, ils étaient 10.000 environ, sans compter les membres de leur famille entassée dans des habitations insalubres. Ces habitations, ce sont des milliers de huttes groupées pêle-mêle, véritables « paillottes-villes » qui n'ont pour toute commodité qu'un canapé placé sur un sol mal dammé et humide. Ces huttes, ce sont de chaume qui d'ailleurs, protègent mal de la pluie. On ne trouve des cases dignes de ce nom qu'à Manzano et à Banankoro.

L'eau n'y est pas potable. Nous y avons vu plus de 10 travailleurs boire dans un seau plein de cette eau jaune. Des cas de dysenterie y sont fréquents, sans compter le rhumatisme dont les effets sont horribles.

Le coût de la vie y est très élevé. Un sac de riz peut être vendu jusqu'à 17.000 frs. Quant aux produits manufacturés importés en grandes quantités des quatre coins du monde, les prix sont inaccessibles, du moins pour ceux qui n'ont pas encore trouvé le diamant.

ACCROITRE LA VIGILANCE

Cet état de fait que nous signalons et stigmatisons n'a pas été sans attirer l'attention des autorités. Il faut se réjouir que les efforts entrepris pour assainir — à tous les points de vue — ce secteur, ont porté leurs fruits, témoin la discipline observée par les travailleurs à l'occasion de la fermeture en mai dernier.

La vigilance ne doit cependant pas être relâchée. Il faut la renforcer, encore et toujours davantage, pour liquider l'exploitation de l'homme par l'homme que nous condamnons tous. Nous avons eu à apprécier lors de notre dernière tournée les efforts déployés dans ce sens par la J.R.D.A. et les responsables politiques et administratifs de la Région. Nous formulons l'espoir que ces efforts seront poursuivis. Nous ne pouvons terminer cet article sans adresser nos félicitations et nos meilleurs encouragements au commissaire de Dakourani qui, par sa compétence et son énergie, maintient la sécurité des citoyens.

UN MOIS D'ACTIVITES SYNDICALES

(Suite de la première page)

l'adapter aux exigences de l'heure, c'est-à-dire, produire en qualité et en quantité, nécessité que l'on perfectionne toujours davantage les méthodes de travail. Cette dernière réunion a ainsi permis aux cadres syndicaux, grâce à la pratique d'une critique et autocritique honnêtes, de déceler les erreurs, de les corriger pour la marche accélérée de la Révolution. Des commissions de travail ont été instituées, qui se sont mises au travail pour la préparation de la Conférence nationale prévue au mois de novembre prochain. Nos lecteurs ont pu lire dans nos colonnes le texte du communiqué publié à l'issue de cette journée d'études. Parmi les décisions, ce qui retient le plus l'attention, est sans aucun doute, celle rapportant à l'éducation de la classe ouvrière. Et en tenant compte en cela des résolutions du C.N.R. de Guéckédou, des conférences économiques de Macenta, Foulah et de Labé, l'application rapide et rigoureuse de cette dernière s'avère urgente tant au niveau des cadres que des travailleurs.

La nécessité d'une bonne éducation professionnelle ne se fait-elle pas sentir en chacun de nous ?

Oui, ce n'est pas par hasard que la commission administrative de la C.N.T.G. entend accorder une certaine priorité à cette question. Mais les seules écoles ouvrières ne sauraient suffire ! C'est pourquoi chacun appréciera les termes du communiqué publié le 20 juillet dernier et qui déclare entre autres : « Pour une formation idéologique et professionnelle approfondie des travailleurs sur la base d'un programme adapté aux réalités guinéennes, pour une contribution positive à la réalisation rapide de notre plan de développement économique, social et culturel par :

a) Conférences éducatives, causeries et discussions au niveau

des syndicats de base, Fédération professionnelle, Unions locales, sections syndicales et syndicats d'entreprises ;

b) La formation des cadres à l'Université syndicale et l'organisation de séminaires régionaux.

c) L'intensification, par la voie des ondes et par la presse, des chroniques sur les droits et les devoirs des travailleurs ;

d) Le perfectionnement professionnel, par l'organisation de cours spéciaux dans les ateliers, chantiers, bureaux et entreprises, pour une amélioration qualitative de la production et de la productivité ».

Mais puisque nous parlons d'éducation du monde du travail, nous ne saurions ne pas penser à nos paysans. Seules leur organisation et éducation, les intéressant de plus en plus à la terre nourricière, mettra fin au fléau que nous connaissons sous le nom d'exode rural. A ce propos, la parole revient surtout aux régions et Fédérations, car le plan septennal, devant être l'œuvre de tous les fils du pays, aucun domaine de la production ne saurait être négligé.

C. Kéma

GAMBIE

(Suite de la page 4)

Le Dr Jawara et les autres combattants de la liberté continuent certes, avec conviction la lutte parce qu'ils sont sûrs de la justesse de leur cause, c'est un fait qui tôt ou tard s'imposera à l'opinion publique, car il ne s'agit pas seulement d'un problème qui se pose au niveau de la Gambie, mais celui de près de 250 millions d'Africains.

M. Alpha BALDE.

Le trafic ne paie pas

(Suite de la première page)

Nous avons dit et répété qu'une des caractéristiques primordiales de la révolution guinéenne est de procéder à une rétrospective de notre action afin de mieux déceler nos erreurs, nos insuffisances, nos fautes et d'y remédier pour poursuivre avec toujours plus d'efficacité notre bond en avant.

Ces bilans périodiques faits à l'échelon de la nation doivent être à tous les niveaux des diverses responsabilités. Le mouvement a été lancé, et bien malins seront ceux qui voudront l'arrêter.

Les apprentis-sorciers, fossoyeurs de notre économie, et autres dilapidateurs de l'héritage commun seront dépistés et punis comme ils le méritent.

La lutte économique de la révolution nationale triomphera parce que justement menée par le peuple conscient, animé de ce noble sentiment d'aller au progrès et de laisser aux générations futures une Guinée riche, prospère et heureuse.

J. DRAMOU.

Les émissions de la Voix de la Révolution

La Voix de la Révolution Radiodiffusion de la République de Guinée émet de Conakry le matin et la mi-journée sur :
214 m. 1403 kcs en ondes Moyennes.
48 m. 74, 6155 kcs.

et 88 m. 60, 3385 kcs en Ondes Courtes.
Le soir en Ondes Moyennes sur :
214 m. 1403 kcs et en Ondes Courtes.
Sur 88 m. 60, 3385 kcs et 34 m 08 9.650 kcs.

Programme d'aujourd'hui

- 12 h 32 : Déjeuner en musique.
- 12 h 45 : Journal parlé.
- 13 h 00 : Avis et communiqué.
- 13 h 15 : Récitation du Coran.
- 13 h 30 : Fin d'émissions.
- 14 h 00 : Fin d'émission.
- 16 h 09 : Chants et parade militaire.
- 16 h 20 : Le monde rural en foulah.
- 16 h 45 : Avis et communiqué.
- 17 h 00 : Journal parlé.
- 17 h 20 : Informations en sous-sou.
- 17 h 45 : Informations en foulah.
- 18 h 10 : Informations en malinké.
- 18 h 35 : Informations en Kisci.
- 19 h 00 : Informations en Toma.
- 19 h 25 : Informations en Czerzé.
- 19 h 45 : Chronique éducative.

- 20 h 00 : Journal parlé
- 20 h 30 : Bulletin en Anglais.
- 20 h 40 : Avis et communiqués.
- 20 h 55 : Intermède Cora et Balafon.
- 21 h 00 : Le Monde rural.
- 21 h 30 : Chansons des Jeunes.
- 21 h 55 : Intermède.
- 22 h 00 : Le Travailleur de Guinée.
- 22 h 30 : Journal parlé
- 22 h 45 : Chansons épiques du P.D.G.
- 23 h 45 : Connaissances des organismes internationaux.
- 23 h 40 : Intermède.
- 23 h 45 : Journal parlé.
- 0 h 00 : Arrêt des émissions.

La Guinée... l'Afrique... le monde...

Les journalistes algériens

Suite de la page 4

tion en activité bureaucratique. Il faut articuler ensemble l'option socialiste et la liberté d'appréciation. Le journaliste doit prendre garde à ne pas oublier l'un au profit de l'autre, devenant un irresponsable disant n'importe quoi n'importe quand.

« Dans le même ordre d'idées, le Parti et les organismes dirigeants ont le devoir de considérer la critique comme l'aliment du progrès révolutionnaire et la condition d'un lien entre la presse et le peuple. »

Le frère Zaouhane devait enfin conclure en ces termes :

« Si votre tâche est difficile, elle est exaltante. Qui d'entre vous l'abandonnerait de gaieté de cœur pour une autre responsabilité ? **Former, informer :** notre ambition est d'être à la mesure de ce mot d'ordre. »

LA RESOLUTION VOTEE PAR LES JOURNALISTES

Après que le projet de statut de l'U.G.T.A. fut lu article par article, amendé et approuvé, le bureau du congrès qui était composé de Said Amrani, Mohamed Harbi et Ali Mertahi procéda à l'élection des membres du comité exécutif.

Voici les noms des frères qui forment le C.E. de l'U.J.A.

Abdelaziz Belzoug (El Moudjahid), Abdelhamid Benzine (Alger Républicain), Said Amrani (Le peuple), Ali Goumhar (Révolution Africaine), Hadj Avad (Alger - Le Soir), Belaid (An Nasr), Boualem Makouf (Sports-Jeunesse), Ali Meftahi (Al Chahb), Madani Haoues (R.T.A.), Bembelacem Mohamed (RTA), Hocine Sadilki (A.P.S.), Baba Ali (A.P.S.) Neit Nazi (Le Peuple), Hasnaoui (El Dizarri), Foudhil (El Moudjahid en arabe).

Le bureau du congrès procéda ensuite à l'élection du comité de discipline qui se compose de trois membres et dont voici la liste : Ben Mehal (A.P.S.), Cheriet Lazhar (R.T.A.), Othmane (La République).

Le comité exécutif de l'Union des Journalistes Algériens devait dans la soirée élire le secrétariat qui comprend les frères Abdelaziz Belzoug (secrétaire général), Said Amrani, Abdelhamid Benzine, Foudhil et Belaid.

A l'issue de cette assemblée générale la résolution suivante a été adoptée par acclamations : « Les journalistes réunis à Alger le 11 juillet en assemblée constitutive.

Situent leur tâche dans le cadre du développement de la révolution socialiste guidée par le Parti d'avant-garde du F.L.N. Pour leur mot d'ordre de la charte d'Alger « informer et former ».

S'engagent à tout faire pour élever la conscience des masses populaires et à apprendre auprès d'elles.

Saluent les dernières décisions du Comité Central et du Bureau Politique, notamment celles ayant trait à la restauration et à la lutte contre la réaction et les traîtres contre-révolutionnaires,

Demandent que l'épuration s'étende à tous les secteurs de l'activité du pays, exigent qu'elle s'applique rapidement et avec rigueur au sein de la presse nationale.

Se considèrent comme mobilisés au service du Parti, de nos

masses laborieuses. »

Après le vote de la résolution, une minute de silence a été observée par l'assistance à la mémoire de tous les journalistes tombés dans la guerre de libération.

(Alger Républicain du 13-7-64)

Etats - Unis

Faut-il croire à un front uni du racisme et de l'extrême droite ?

Il y a eu, comme pour saluer la désignation du sénateur ultra-conservateur par le Parti Républicain, une recrudescence des actes de violence, violence à laquelle il fallait naturellement s'attendre dans les Etats du Sud depuis la signature de la loi sur les droits civiques. Mais les Etats du nord aussi sont agités et la violence s'est répandue en traînée de poudre à travers les Etats-Unis.

Ainsi depuis quelques jours les nouvelles en provenance de New-York, précisément du quartier noir de Harlem ont vraiment allure de communiqués de guerre. Environ 800 arrestations, des voilà le bilan de ce qu'on a appelé dans la presse « les émeutes de Harlem ».

Tout cela ne manque ni de côté pittoresque, ni de détail pittoyaable : toujours au détriment du Noir !

Un jeune écolier de 15 ans a été abattu par un lieutenant de police et il a été admis que c'était un acte de défense !

Un des organisateurs de la fameuse marche sur Washington en 1963, Rastin, sanglotant dans le cortège funèbre qui accompagnait l'écolier disparu à sa dernière demeure, disait : « Nous sommes des gens pauvres dans cette société de l'abondance ».

Le journal new-yorkais, « New-York Post » écrivait à propos de ces actes de violence et de la candidature de Goldwater que « le front uni des éléments racistes et de l'extrême droite qui opère à l'aide des organisations clandestines et d'un réseau d'agences publiques semi-respectables, se consolide sinistrement ».

Cette convergence de forces de la haine est payée encore par ces hommes de couleur, c'est en tout cas le moins qu'on puisse dire. Et la conclusion que l'on peut tirer des événements sanglants de Harlem est que les Noirs sont de moins en moins partisans de la non-violence. Peut-il en être autrement, comme dans les films du Far West ou de détectives, les policiers abattent banalement les enfants ?

Quand coups de fusils, bouteilles jetées et matraques font la loi, la non-violence n'a pour ainsi dire plus de place.

La campagne électorale n'est certes pas faite pour arranger les choses, les querelles s'avivent et les mesures continuent. Hier le Mississippi, aujourd'hui New-York, que réserve demain ? se demandent avec angoisse les dirigeants intégrationnistes.

L'application de la loi sur les droits civiques s'en trouve compliquée.

Fodé Béréti

MM. THANT et BUTLER à Moscou

Suite de la page 4

improbable du gouvernement soviétique à l'égard du financement des opérations de l'O.N.U., peut signifier que l'U.R.S.S. n'entend pas dissocier ce problème des autres, en particulier du désarmement.

En ce qui concerne ce point précisément et la situation au Sud-Est asiatique, il faut se rappeler l'acceptation du gouvernement soviétique - sous conditions - de discuter de la non dissémination des armes nucléaires et aussi sa proposition, faite il y a quelques semaines et soumise à certains gouvernements par memorandum, de la création d'une force internationale placée sous le contrôle du Conseil de Sécurité.

Si cette dernière question, notamment n'a été qu'effleurée, ainsi que le prétendent les milieux autorisés, il est probable qu'il n'en aura pas été de même au cours des entretiens Butler-Krouchtchev.

LES ENTRETIENS

KROUCHTCHEV-BUTLER

Car si U Thant représente la médiation, les entretiens entre les deux hommes d'Etat soviétique et britannique semblent avoir revêtu d'emblée l'aspect de négociations entre interlocuteurs qui se retrouvent face à face aussi bien au Conseil de Sécurité, à la Conférence sur le désarmement, qu'à celle sur le Laos dont leurs pays sont co-présidents.

De ces entretiens, seuls ont filtré jusqu'à présent les prises de position de l'U.R.S.S.

Il apparaît qu'en ce qui concerne le désarmement, le gouvernement soviétique serait disposé, en principe, à discuter du problème de la non dissémination des armes nucléaires, à condition - comme nous le disions plus haut - d'avoir des garanties quant à l'exécution rigoureuse

d'un accord éventuel.

Reprenant sa thèse, il a réaffirmé que le désarmement nucléaire doit précéder l'établissement de contrôles, encore que des zones minima de terres pourront être conservées de part et d'autre durant le stade initial du processus de désarmement. Quant aux conflits territoriaux, ils devront être résolus par le « non recours à la force. »

Sur la situation laotienne, qui sort d'une impasse pour s'engager dans une autre, et à propos de laquelle toutes les occasions sont bonnes pour éviter... une confrontation générale, l'idée d'une nouvelle conférence des « 14 », déjà lancée par Paris, a été reprise par Moscou, que la tournure des événements incite à ne pas vouloir cautionner plus longtemps la situation actuelle. L'U.R.S.S. a d'ailleurs assorti sa demande d'une menace d'abandon irrévocable de la co-présidence de la Conférence de Genève sur le Laos.

Là semble d'ailleurs être un des buts principaux du voyage de M. Butler à Moscou. L'U.R.S.S. demande une réunion immédiate, en tout cas dans les toutes prochaines semaines. Or, deux nations - et non des moindres - ne pourront accepter des dates rapprochées. En effet, la Grande-Bretagne prépare ses prochaines élections générales et les U.S.A. leurs élections présidentielles. Il est évident qu'aucun des deux gouvernements en place ne tiendra à prendre des engagements en période pré-électorale.

Tout porte donc à croire que le chef du Foreign Office tente de faire revenir le gouvernement soviétique sur sa décision, pour la remise de la conférence à une date plus éloignée. Et c'est ici que l'on retrouve l'intérêt de la présence du secrétaire général de l'O.N.U., dont la médiation peut être décisive pour trouver un moyen terme. Car il serait dangereux que la solution pour empêcher une poudrière de sauter dans le sud-Est asiatique, soit tributaire des élections qui auront lieu chez l'un ou l'autre des participants à la Conférence de Genève.

Une solution doit être trouvée au plus tôt, car la vie de milliers d'individus est en jeu, de même que la paix du monde.

KEN.

U Thant, Secrétaire général des Nations Unies, a été fait hier docteur en droit *honoris causa*, de l'Université de Moscou.

Prenant la parole au cours de la cérémonie, U Thant a déclaré qu'il continuera à se consacrer « avec une objectivité complète » aux buts de la Charte des Nations Unies et a lancé un appel aux peuples du monde, les exhortant à œuvrer pour la tolérance, les relations de bon voisinage, et la défense de la paix et de la sécurité.

LE MONDE EN BREF

Vientiane : Un léger remaniement ministériel a eu lieu au Laos. Quatre nouveaux ministres viennent d'être nommés :

MM. Bouavan, ministre de la Justice.

Doun Houane Norasing, ministre des cultes.

Sisoukna Champassak, secrétaire d'Etat aux Finances.

Thai Keolunagkhot, secrétaire d'Etat à la Jeunesse.

Cap Kennedy. - Les Etats-Unis viennent de lancer un véhicule spatial « ranger sept » vers la lune. « Ranger sept » a pour mission de prendre des photographies de la lune qui doivent être renvoyées par radio sur la terre.

Londres. - Une mission commerciale britannique conduite

par Sir Edwin Chapman andrews se rendra prochainement dans les Etats du Maghreb. Une deuxième mission conduite par Lord Inchape se rendra au Liban, à Koweïth, à Bahrein et dans les pays du golfe persique.

Yaoundi. - La compagnie commerciale japonaise « Mitsui et Compagnie », envisage de créer, avec l'aide du gouvernement camerounais, une usine de beurre de cacao au Cameroun.

Alger. - Le Président Ahmed Ben Bella vient de décider la création de la Cour martiale, chargée de juger les militaires et les civils, co-auteurs ou complices des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre la discipline des armées etc. On précise que les débats de cette Cour

martiale ne seront pas rendus publics.

La Haye. - Aux termes d'un accord conclu entre la « KLM » et une compagnie maritime néerlandaise « VNS », leurs passagers en provenance de l'Europe, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Australie ont la possibilité d'aller ou de retourner par avion ou par bateau.

Bamako. - M. Madéra Keïta, ministre malien de la Justice, a quitté Bamako jeudi pour Moscou où il se rend en visite officielle à la tête d'une importante délégation de dix personnes.

Le Ministre rejoindra, en U.R.S.S., la délégation de M. Yacouba Maïga, vice-président de l'Assemblée Nationale, qui se trouve dans ce pays depuis une semaine.

Samedi 11 juillet 1964 à Alger

Les Journalistes algériens ont fondé leur union

M. Abdelaziz Belazong élu Secrétaire général

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ

Organe Quotidien du Parti Démocratique de Guinée

COMPTE CHÈQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINÉE
3-34-32

La Gambie accédera à l'indépendance le 18 février 1965

par M. A. BALDÉ

La conférence de Londres sur l'indépendance de la Gambie ouverte le 22 juillet a terminé ses travaux jeudi. Il semble qu'un large accord soit en vue en ce qui concerne la forme que prendra la nouvelle constitution de ce territoire, malgré les divergences qui persistent entre le Dr Jawara et le leader de l'opposition, M. Pierre N'Joie. Le premier ministre David Jawara, cherchait à obtenir de ses interlocuteurs britanniques de garanties essentielles sur l'indépendance de son pays en février 1965 et coopérer sur des bases saines et loyales avec Londres. La conférence a eu à étudier en outre la question d'association entre la Gambie et le Sénégal. Il a été décidé, à la grande surprise de M. Pierre N'Joie que la Gambie accédera à l'indépendance le 18 février 1965. L'opposition dirigée par M. Pierre N'Joie, ancien premier ministre qui semblait vouloir torpiller la conférence en essayant de retarder la date de l'indépendance de la Gambie.

Les arguments par lesquels l'ancien premier ministre évoque la nécessité de procéder à des élections «sur la base de listes électorales révisées» avec l'accession à l'indépendance en décembre 1965 sont contestables. Le leader de l'opposition qui, pour manifester son mécontentement n'a pas assisté à la séance de clôture des travaux écriant très fort : «il y aura dans mon pays des manifestations de protestation contre les décisions de Londres». Cherche-t-il alors à compromettre par des ambitions personnelles l'avenir de 316.000 âmes, il trouve en tout cas insuffisantes les dures épreuves de la nuit coloniale et estime qu'il «faut encore tirer sur la ficelle.»

Quant au projet de fédération entre les deux pays frères, le Sénégal et la Gambie, il ne cache pas son hostilité à l'action entreprise dans ce sens par les deux parties.

Sans vouloir censurer cette action indéniablement négative, on peut d'emblée affirmer que les positions de M. Pierre N'Joie ne sont pas partagées par l'ensemble de la population de Gambie. Il est à peine imaginable

qu'au lendemain du «sommet» du Caire, sous la poussée d'un nouvel état d'esprit qui animent les peuples africains, brûlant du désir de redonner à ceux qui ne l'ont pas encore, leur liberté et leur souveraineté, des fils authentiques du continent s'évertuent à contrecarrer la marche vers le progrès et le bonheur des peuples africains, marche qui ne peut être efficace que dans l'unité.

(Suite page 2)

L'UNION des Journalistes Algériens est née; quinze membres de la presse nationale forment son comité exécutif qui a élu en son sein un secrétariat composé de cinq membres. Trois autres membres sont élus au conseil de discipline de l'union dont le sigle est U.J.A. La première assemblée générale constitutive s'est tenue samedi à la salle Ibn Khaldoun et a réuni plus de 200 journalistes algériens.

Les frères Zahouane, membre du Bureau Politique, Louanehi Zerdani et Harbi, membres du comité central de la commission d'orientation du Parti ont assisté à l'ouverture des travaux.

Le frère Zahouane devait prononcer une allocution au cours de laquelle il a brièvement défini le rôle du journaliste algérien sur le plan professionnel et sur le plan politique, et mis en relief les tâches qui incombent à notre presse. Aussi, a-t-il clairement défini le but de l'Union des journalistes algériens.

Sur le plan professionnel, a-t-il dit, l'Union aura à se soucier de questions de la formation technique du journaliste. Elle permettra en faisant se confronter les expériences, un progrès dans le travail. Elle aura à débattre de tout ce qui concerne les journalistes dans leur métier et qui ne relève pas du syndicat.

Sur le plan politique, elle aura à rappeler à chacun de ses membres qu'il n'est pas irresponsable mais un militant et que son action se développe dans un secteur particulièrement important et particulièrement difficile. Elle contribuera à former chacun des membres pour que tous soient aptes à résoudre les difficultés inévitables.

«Ce qui importe, c'est de comprendre le rôle de la presse tant écrite qu'orale».

Le journaliste n'est pas un simple récepteur de faits divers a poursuivi le frère Hocine Zahouane. «Il n'a pas à se faire

pacifiquement l'écho de n'importe quelle actualité. Il a un rôle actif, celui de rendre compte du réel en fonction de l'importance qu'il lui attribue. Or, où va-t-il prendre les critères de cette importance sinon dans une option générale qui sera politique même lorsqu'il la dissimulera? Mettre en relief les problèmes psychologiques de telle ou telle star, ouvrir de larges chroniques de vacances relève aussi d'une option: celle d'une société marchande qui favorise la consommation et la dépolitisation».

NOTRE PRESSE A UN LOURD HANDICAP A SURMONTER

Après avoir rappelé aux journalistes qu'il n'y a pas restriction à la liberté de la presse quand on dit que notre option est celle de la charte d'Alger, le responsable de l'Orientation au Bureau Politique National poursuivait:

«Notre presse a un lourd handicap à surmonter. Il nous faut être clair sur cette question: nous sommes perpétuellement confrontés à une presse étrangère dont on ne peut nier l'incontestable supériorité professionnelle et technique ni l'immense habileté. Cette presse étrangère trouve un écho complice chez un grand nombre d'Algériens parce qu'elle s'appuie sur les habitudes anciennes et qu'elle est l'expression de la facilité. Va-t-on, au nom de la «liberté» créer une compétition qui serait faussée dès le départ? Lorsqu'un pays commence à s'industrialiser, ouvre-t-il ses frontières sous prétexte de liberté aux produits concurrentiels des autres nations, risquant ainsi d'étouffer son propre progrès? Non, il en va de même pour nous. Nous visons à nous élever jusqu'à ce niveau de la compétition ouverte entre nous et la presse étrangère pourra se faire au détriment de cette dernière. Pour cela, un double effort doit être exigé: un effort pour élever notre qualité, perfectionner notre métier, et un effort pour former les lecteurs, c'est-à-dire pour en faire des socialistes.

«Nous devons apprendre à raisonner, non en fonction des mythes d'une autre société qui a d'autres problèmes, mais en fonction de notre réalité.

«Notre devoir premier est de faire de notre presse une conscience qui épouse de plus en plus près notre peuple. Nous devons prendre garde à un danger qui nous guette: celui de notre passé trop tourné vers l'extérieur, viser un auditeur qui n'est pas en Algérie et se soucier des problèmes qui ne concernent pas les Algériens.

Délimitant peu à peu les responsabilités du journaliste algérien, Hocine Zahouane ajouta que la presse a le devoir de vérité et de critique.

«Le journaliste cesse d'être journaliste a-t-il déclaré s'il transforme la liberté d'appréciation

(Suite page 3)

A propos de l'exploitation des mines de diamant

La vigilance doit être renforcée pour que soit respecté notre programme de développement économique

par Djibah Camara

DANS un récent numéro, nous avons parlé de la réouverture prochaine des mines de diamant en Guinée. Comme l'écrivait notre confrère, l'exploitation privée de ces mines est autorisée à partir du 1er août prochain et pour trois mois (août, septembre et octobre).

La fermeture périodique de ces mines diamantifères s'explique aisément: donner le temps à nos braves paysans de faire fructifier la terre. En effet, si le diamant, cette pierre précieuse, est une importante source de revenu pour ceux qui l'exploitent et pour la nation (entrée de devises), il reste cependant qu'il ne doit pas être l'objet de toutes nos préoccupations, face à notre vaste programme de développement.

La nature a comblé la Guinée de richesses énormes, cela est un fait. Pays agricole et d'élevage, le sous-sol renferme d'importants gisements de minerais non encore exploités. Dans un passé encore récent, la Guinée exportait dans les pays voisins les surplus de sa production de riz et nous avons déjà dit combien il est inadmissible qu'il en soit autrement aujourd'hui. Nous savons également que les mines attirent des milliers de gens et c'est pourquoi, il a été décidé par les autorités de les fermer périodiquement afin que cette catégorie de travailleurs regagne la terre, une de nos préoccupations majeures étant de promouvoir une politique agricole permet-

tant de couvrir tous les besoins alimentaires de nos populations. En effet, peut-on admettre que dans un pays comme la Guinée, certaines denrées qui constituent la base de l'alimentation, soient rares ou trop coûteuses pour les masses? Peut-on admettre que telle ou telle région n'ait pas pu récolter toute sa production de riz pendant la saison écoulée, et

que de vastes champs sont restés sans être fauchés, faute de main d'œuvre? La vérité, c'est que l'appât du gain facile, la course à un enrichissement rapide détourne de cette terre pourtant favorable à toutes les cultures une masse énorme de travailleurs.

(Suite page 2)

MM. THANT et BUTLER à Moscou

par KEN

LE QUATRIEME séjour officiel de U Thant à Moscou coïncide avec celui qu'y fait également M. Richard Butler, secrétaire britannique au Foreign Office.

Qu'elles soient dues ou non à un hasard fortuit, ces deux présences dans la capitale soviétique n'en auront pas moins une certaine incidence sur des événements mondiaux d'importance, que sont les problèmes du désarmement, l'affaire du Sud-Est Asiatique et le financement des opérations de l'O.N.U.

L'opinion paraît s'attendre à une rencontre des deux hommes d'Etat, en marge de leurs contacts officiels. Cela d'ailleurs importe moins que les résultats qui ressortiront de leurs entre-

tiens avec les dirigeants soviétiques.

L'URSS ne changera pas d'attitude...

Quoique l'accent soit mis sur «l'atmosphère cordiale» qui a entouré les premiers entretiens de U Thant avec M. Khrouchtchev, entretiens au cours desquels ont été abordés les questions du financement du budget de l'ONU, les problèmes de l'Asie du Sud-Est et du désarmement, il semble que les deux interlocuteurs se soient bornés à des simples échanges de vue. Peut-être, le premier point seul a-t-il fait l'objet d'une discussion dans les détails. On connaît la position de l'U.R.S.S. sur ce problème. La déclaration faite jeudi par M. Thant quant au changement

(Suite page 3)